Déclaration de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, sur la situation politique en Syrie, à Paris le 11 septembre 2012.

2012-09-11

Merci d'être là. Je voudrais remercier le Père Paolo d'être passé par Paris et par le Quai d'Orsay. Vous connaissez le Père Paolo qui a une réputation très importante, qui a été chassé en juin dernier du monastère de Mar Moussa où il était actif depuis très longtemps - presque trente ans - en faveur du dialogue interconfessionnel. C'est un homme qui très respecté, bien au-delà de telle ou telle communauté. Et d'ailleurs, compte tenu de sa notoriété et du respect dont il bénéficiait, Bachar Al-Assad lui a dit : «vous n'êtes pas persona grata».

Il va s'exprimer et je voudrais saisir l'opportunité de sa présence pour appeler le peuple syrien à ne pas tomber dans le piège de ce que l'on pourrait appeler les violences confessionnelles. C'est un aspect qui est absolument essentiel. Le conflit syrien est un conflit évidemment très difficile à résoudre puisque aux aspects internes se mêlent maintenant des aspects extérieurs. Mais il est important, si on veut penser positivement la Syrie du futur, que chacun puisse trouver sa place et que chacune des communautés soit respectée sans tomber dans le communautarisme. C'est là où il faut trouver un équilibre et la France est tout à fait sur cette position.

J'ai souhaité rencontrer le Père Paolo, je le remercie d'avoir accepté, et j'ai pensé qu'il était intéressant pour vous de l'écouter puisqu'il a vraiment une voix forte et informée.

(...)

Vous comprenez peut-être mieux maintenant pourquoi le Père Paolo a une force qui dépasse telle ou telle communauté et pourquoi c'est évidemment très intéressant pour nous de pouvoir discuter avec lui du futur de la Syrie que nous souhaitons aussi unie, c'est-à-dire dépassant toute une série de particularismes pour être tout simplement un pays libre, ce qu'il souhaite.

(...)

Q - Qu'attendez-vous du gouvernement français ?

(...)

R - Nous avons notamment parlé avec le Père Paolo de la notion, sur laquelle nous insistons, des zones libérées et de la nécessité, que nous sommes en train de mettre en pratique, d'aider sur tous les plans, financier, administratif et autres, ces zones qui sont contrôlées par les résistants et où apparaissent de nouveaux responsables qui seront, nous l'espérons, les responsables de demain. C'est un choix que fait la France, nous les aidons par beaucoup de moyens et je pense que c'est un choix qui apparaît utile.

Q - Avez-vous vu, Monsieur le Ministre, que les Russes avaient envoyé un vice-ministre des Affaires étrangères à Paris qui a rencontré l'opposition, qui a eu une série de contacts et qui appelle à une réunion de toute l'opposition du régime sous forme d'une grande conférence pour faire avancer les choses. Est-ce une idée qui vous semble intéressante ?

Par ailleurs, il semble qu'il y ait des conversations assez avancées entre les Américains et les Russes sur un nouveau plan de Genève qui irait, peut-être différemment, mais vers une solution à la «Kofi Annan» qui permettrait peut-être d'avancer. Croyez-vous à cette voie ?

R - Nous sommes en relation avec les Russes. Mon collègue Lavrov m'a appelé deux fois longuement, cette semaine et la semaine dernière, et nous discutons bien sûr. J'ai envoyé l'un de mes collaborateurs en Russie et vous avez eu raison de dire qu'il y a eu un représentant russe ici et cela ne s'est pas fait évidemment sans que nous soyons associés. Nous discutons, cela est normal. Il peut y avoir des désaccords - il y en a - mais il faut trouver une solution.

Dans ma dernière conversation avec Sergueï Lavrov, nous sommes revenus sur l'accord que nous avons passé, lui-même pour la Russie, Hillary Clinton pour les États-Unis, William Hague pour le Royaume-Uni et moi-même pour la France. Lorsque nous nous sommes rencontrés à Genève, nous étions tombés d'accord sur un texte qui était très clair. Nous en avons discuté pendant toute une journée. Il était signifié, qu'on le veuille ou non, que M. Bachar Al-Assad devait partir et qu'à la place il y avait un «governing body» qui était composé de gens compatibles avec un «neutral environment», ce qui n'est pas exactement la définition de M. Bachar Al-Assad. Il n'y avait pas d'ambiguïté, je sais ce que nous avons discuté. Simplement, le problème est qu'à la sortie de cette réunion, il y a eu des interprétations différentes.

Le souci des Russes est de revenir sur ce texte. Or, ce texte, à partir du moment où nous l'avons signé, il nous convient tout à fait. Le problème est qu'il faut l'application du texte. Et il y a cette idée que nous puissions nous réunir aux Nations unies, à la fin septembre, pourquoi pas. J'ai moi-même, le 30 août dernier, présidé la réunion du Conseil de sécurité où, malheureusement, les Russes n'avaient pas cru bon d'envoyer leur ministre. S'ils veulent le faire maintenant, parfait. Simplement, il faut que cela aboutisse à des résultats concrets. Les

gens en Syrie disent : «vous discutez, vous discutez, mais qu'est-ce que cela donne de concret !»

Donc, le texte de Genève, pourquoi pas, mais à condition qu'il soit appliqué et c'est là que les choses deviennent difficiles parce que les Russes disent qu'ils veulent bien du texte de Genève mais qu'ils ne veulent pas de l'application du chapitre VII.

Nous n'avons pas de tabous, nous n'avons pas de préalable. La situation de la Syrie, pour les gens qui y vivent, pour les réfugiés, les gens qui meurent, les médecins, est tellement grave que nous sommes tout à fait sensibles à toutes les initiatives diplomatiques.

Lundi et mardi prochain, j'irai voir le président Morsi en Égypte et nous discuterons de cela. La France, comme c'est normal, joue son rôle. Nous n'avons pas d'agenda caché. Ce que nous voulons, c'est une Syrie libre et démocratique. Nous n'avons pas d'intérêt particulier sauf que, comme nous sommes un pays porteur d'un mandat de l'espérance pour beaucoup de gens, parce que la France est la France, nous devons aller dans cette direction. S'il y a des initiatives positives, d'où qu'elles viennent, nous les saisirons.

Q - Vous serez au Liban dans quelques jours, je voudrais savoir ce que vous attendez de cette visite dans le contexte régional et si vous souhaitez que le pape adresse un message très particulier, notamment aux chrétiens de Syrie ?

(...)

R - Le voyage du Père Paolo sera un voyage important et un voyage courageux.

Source http://www.diplomatie.gouv.ffr, le 20 septembre 2012

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/185843-declaration-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etrangeres-sur